



« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! »
Karl Marx

PSA Peugeot-Citroën Trémery

Le 10 mars 2015

Valls, champion... de la montée du Front national

« J'ai peur pour mon pays. J'ai peur qu'il se fracasse contre le Front national », « le FN à 30 %, c'est d'une extrême gravité pour notre pays », il est « aux portes du pouvoir », « il peut gagner les présidentielles de 2017 »..., a asséné Valls pour finir par déclarer « il faut à tout prix faire en sorte que le Front national baisse ».

À travers ce morceau qui restera dans les annales politiciennes, Valls veut s'imposer comme LE champion de la lutte contre le FN, comme LE rempart contre le FN.

Au nom de la lutte contre le FN, il faudrait oublier le chômage, faire abstraction des reculs que le gouvernement a imposés à la condition ouvrière, se taire contre ses attaques anti-ouvrières et, comme un seul homme, aller voter pour le Parti socialiste. La ficelle est grosse.

Car, si le FN est aussi haut, à qui la faute ? Pourquoi le FN atteint une telle influence dans les quartiers populaires et dans les villes ouvrières qui jusque-là votaient pour la gauche ? Pourquoi une fraction de l'électorat populaire rejette-t-elle le PS au point de se jeter dans les bras du FN, le pire ennemi des travailleurs ?

Parce qu'à chaque fois que les socialistes accèdent au pouvoir, qu'ils soient ou pas flanqués des écologistes ou du PC, la même histoire se répète : des promesses électorales, la trahison presque dès le lendemain et une politique anti-ouvrière pendant cinq ans.

La politique de Hollande l'illustre. La loi qui permet de baisser les salaires et d'allonger le temps de travail au nom de la compétitivité, c'est lui. L'allongement de la durée de cotisation retraite, c'est lui. La loi Macron qui continue la casse du code du travail, c'est lui. Et il nous parle encore de supprimer 22 000 postes dans les hôpitaux !

Valls a parlé d'endormissement du pays vis-à-vis du FN. Il confond l'endormissement et le dégoût de sa politique. Les électeurs tentés par le FN n'ont pas tous été pris d'une montée subite de racisme, ils se sentent trahis, déboussolés par ces « socialistes » qui n'en sont plus depuis longtemps.

Dans la réflexion « il n'y a que lui que l'on n'a pas essayé » transparait le désespoir de ceux qui ont cru en toutes sortes de charlatans et qui se disent que le dernier sur le marché ne peut pas faire plus de mal que les autres. Eh bien si, le vote FN peut faire plus de mal !

Le Pen se dit « anti-système », dans le sens qu'elle est contre le système politique dominé par « l'UMPS » mais elle n'a rien contre l'ordre social capitaliste où une famille bourgeoise peut disposer de la vie de centaines de milliers de travailleurs. Et pour cause, les Le Pen eux-mêmes sont des bourgeois qui ont fait fortune sur le travail d'autres en héritant du groupe de cimenterie Lambert.

À entendre le FN, le chômage, les bas salaires, le manque de logements... tout est de la faute des immigrés. Pas un mot contre les licenciés ou contre les spéculateurs ! Une telle démagogie fait de Le Pen la meilleure défenseuse du patronat.

Le FN est un parti bourgeois comme le sont le PS et l'UMP, mais en pire car la haine de l'étranger sur laquelle il surfe est un poison pour la société et la politique à poigne qu'il annonce contre les immigrés se retournera contre tous les travailleurs.

Alors que les travailleurs ont besoin d'unité pour se défendre des attaques patronales, Le Pen veut les dresser les uns contre les autres en fonction de leur origine ou de leur religion. Demain, si elle en a le pouvoir, elle livrera les travailleurs les uns après les autres à la férocité patronale.

Le FN représente un piège mortel pour la classe ouvrière et il faut le combattre. Mais il faut le faire en combattant aussi ceux qui le fabriquent, c'est-à-dire le PS et la droite.

Les Hollande et Valls, les Sarkozy et Juppé gouvernent au profit d'une minorité de très riches. On ne les a que trop vus au pouvoir. Les travailleurs doivent et peuvent les rejeter en affirmant leurs intérêts de classe, en mettant en avant leur camp et leurs perspectives, celle non seulement de se battre contre l'exploitation quotidienne mais aussi de la supprimer.

Ce ne sont pas les divisions de la gauche qui font le lit du FN. C'est l'abandon par la gauche de l'objectif de renverser le capitalisme. Le FN surfe sur la résignation et l'abattement mais cela aura une fin car, par la force des choses, le patronat ne laissera d'autre choix aux travailleurs que de se battre pour sauver leur peau.

Loin des calculs électoraux, il faut montrer qu'il y a dans la classe ouvrière des femmes et des hommes qui connaissent la seule voie pour s'en sortir : renverser la minorité capitaliste pour l'émancipation de tous les exploités.

Salaires : il y a pas de quoi l'afficher !

La direction a édité un autocollant affirmant notre fierté d'appartenir au pôle Trémery Metz et nous propose d'en être les ambassadeurs.

La fierté, ça ne se mange pas en salade. Et c'est vrai que cela ferait désordre d'afficher nos bulletins de paye. Maintenant on est toujours preneur pour le salaire d'ambassadeur.

Histoire de fous

Au DV2, mercredi dernier, la direction avait prévu de nous faire travailler samedi. Jeudi, marche arrière toute. Plus de samedi prévu. Jamais on a été aussi loin dans l'absurdité de l'organisation du travail.

Mais nous, on a notre vie à organiser. Et ras-le-bol que la direction nous impose ses volte-face.

Des salaires du CAC 40 ?

PSA va retrouver sa place dans le CAC 40, le classement des plus grosses entreprises cotées à la Bourse. Ce retour confirme que les profits de PSA vont bien et que les actionnaires n'ont jamais souffert malgré les déclarations catastrophistes des PDG.

Raison de plus pour poser le problème des salaires.

Les salaires doivent augmenter cash

Depuis mars 2012, nous n'avons eu aucune augmentation générale de salaires. C'est dire que nos salaires ont baissé vu que les prix n'ont cessé d'augmenter.

Ce n'est pas la prime qui cachera cette réalité. Ce qu'il nous faut c'est du cash, tous les mois, sur le salaire de base.

PSA encaisse des milliards

Chaque véhicule PSA vendu rapporte 730 € de plus, mieux que l'objectif prévu. Le n°2 du groupe, Denis Martin, se vante même que dans les usines du groupe, la productivité a augmenté de 5 à 7% l'an dernier.

Nous n'avons aucune raison d'accepter que nos salaires continuent à être gelés pour la 3^{ème} année.

C'est pourtant pas compliqué !

Les ouvriers de production qui pensaient pouvoir partir en congé sénior devront attendre jusqu'en septembre.

C'est ce qu'a décidé la direction, au motif qu'il faudrait prendre des intérimaires pour les remplacer. D'habitude, cela ne gêne pas PSA de faire tourner l'usine avec un grand nombre de précaires.

Une solution toute simple : embaucher en CDI et laisser partir les anciens.

Sièges éjectables

A Faurecia Siedoubs, la direction avait essayé de revenir sur une prime de 700 euros qu'elle s'était engagée à verser.

En réaction les ouvriers de cette filiale de PSA qui produit des sièges de 308 pour Sochaux se sont mis majoritairement en grève vendredi dans les trois équipes. Du coup, les voitures sortaient de la chaîne sans sièges et dès lundi, la prime de 700 euros était rétablie.

La force des travailleurs c'est la grève.

A Trnava aussi

A Trnava, l'usine que PSA voudrait nous imposer comme modèle pour la productivité et les bas coûts salariaux, les ouvriers sont en grève, justement pour exiger de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaires.

On n'a pas eu droit à cette info dans les briefings et les réunions prod. Etonnant, non ?

Moins de CDI et plus de précarité

Selon une enquête de Prism'emploi - une organisation qui regroupe des entreprises de travail temporaire - l'intérim a progressé de 14,5 % en Lorraine en janvier. Alors que le chômage n'a pas diminué.

L'enquête de Prism'emploi ne montre donc pas qu'il y a une embellie, comme le disent certains. Elle démontre simplement que les patrons remplacent les CDI par de l'intérim.

Robinet à capitaux ouvert à fond

La Banque centrale européenne (BCE) vient de démarrer son plan qui consiste à racheter aux banques leurs titres de dettes d'Etat pour la somme monstrueuse de 1 100 milliards d'euros.

Les banques sont censées utiliser cet argent pour favoriser les investissements mais rien ne les y oblige. Ces milliards seraient plus utiles à la population.

Mais une fois de plus, ce sont ceux qui font leur beurre dans la spéculation qu'on va gaver.

Insatiables patrons

En 2014 les grandes entreprises du CAC 40 ont augmenté leurs profits de 33 %.

Une étude de l'Association des entreprises privées de France (Afep) révèle que les grands groupes ne sont imposés qu'à 14 % sur leurs bénéfices alors que l'impôt sur les sociétés est officiellement de 34,43 %.

Mais le patronat, lui, réclame que l'impôt baisse encore, jusqu'à ne plus payer d'impôt du tout.